

Formulaire de proposition d'initiative 2021

à l'attention de l'Assemblée générale du

14 novembre 2020 à Lausanne

Dépositaires

Minimum 3 personnes de 3 sections différentes, idéalement de minimum deux régions linguistiques :

Jasmin Bärtschi ZH, Raphael Wyss BE, Deborah Meili TI, Dominik Waser ZH, Andréa Savoy VS

A. La proposition

1. Thème de l'initiative (souligner le thème qui correspond)

Économie/Finances, Société, Durabilité

2. Titre de la proposition (max 1 ligne)

Une économie pour une meilleure vie des humains et de la nature

3. Description de la proposition d'initiative (max 2'500 caractères, espace compris)

Notre société de consommation occidentale est basée sur un système économique abusif et injuste, dont les mécanismes et buts essentiels ne sont plus au service des besoins humains et ne garantissent plus la conservation de la nature. L'économie actuelle permet plutôt à quelques individus de devenir incroyablement riche – aux dépens des humains et de la nature. Il est de toute urgence de changer ce paradigme de notre société occidentale. Car il a pour effet le dépassement des limites planétaires (crise climatique, perte de biodiversité ainsi que les cycles bio- et géochimiques), pendant que des besoins humains fondamentaux restent inaccessibles à des millions d'êtres humains dans le monde entier.

Ce dont nous avons besoin est donc un changement de paradigme.

S'éloigner de la croissance éternelle et de l'exploitation pour aller vers une économie qui s'oriente vers une meilleure vie des humains et de la nature.

Nous voulons retourner à une économie de ménage, qui a une répartition

juste et qui a comme but une manipulation soigneuse des produits et prestations. Nous demandons un système économique qui couvre les besoins fondamentaux de tous les humains et qui leur permette une vie digne. Ce système économique respecte les limites planétaires et veille à ce que les générations futures puissent vivre dans un monde viable.

Avec cette initiative, nous voudrions aborder les problèmes les plus urgents de notre époque : L'inégalité économique, la crise climatique et celle de la biodiversité, le respect manquant envers la nature de même que la contrainte d'accroître de notre économie actuelle. Traitons le problème à sa source et renonçons au paradigme de la croissance infinie. Ceci nous permettra d'écrire notre propre scénario : cette vision d'un système économique différent, écologique et social peut finalement lancer le débat dans la population et entraîner beaucoup d'autres personnes à combattre avec nous.

Bref, cette initiative exige une économie et une société qui fonctionnent au sein des limites planétaires et qui garantisse le droit à une existence indépendante et solidaire à tous les humains et à la nature, et qui leur assure une vie digne et meilleure. Pour atteindre ce but, des conseils de durabilité seront créés, et des droits constitutionnels seront donnés à la nature.

Termes/concepts :

Planetary boundaries : Le concept des « limites planétaires » provient des sciences de la terre. Il comprend neuf domaines écologiques au total, dans lesquels des points de basculements critiques peuvent être atteints, des points dont le dépassement signifierait l'effondrement de l'écosystème terrestre. Le concept des limites planétaires se base sur des modèles de calcul scientifiques et essaye de préserver un certain état à l'échelle planétaire qui est considéré comme propice pour l'espèce humaine. Il définit certaines limites, dans lesquelles la marge de manœuvre est considérée comme sûre d'un point de vue scientifique.

Buen vivir : *Le concept du Buen Vivir met fondamentalement la conception contemporaine du développement en doute, spécialement son orientation centrale sur la croissance économique. Le but est un mode de vie indépendant. La vie des humains ne devrait, plus particulièrement, pas être*

définie par un état ou par son économie. Il s'agit d'une libération pour plus d'autonomie/indépendance et plus d'émancipation. Le concept implique également une critique fondamentale quant à l'incapacité de la notion dominante du développement et de la pratique politique qui en résulte, et propose en même temps une alternative.

4. Description succincte de la proposition d'initiative (max 400 caractères ttc)

L'initiative exige une économie et une société qui fonctionnent avec les limites planétaires et qui garantisse le droit à une existence indépendante et solidaire à tous les humains et à la nature, et qui leur assure une vie digne et meilleure. Pour atteindre ce but, des conseils de durabilité seront créés, et des droits constitutionnels seront donnés à la nature.

B. la proposition et les JVS

5. Importance pour les JVS

Les Jeunes Vert-e-s se considèrent comme un mouvement politique qui s'engage pour un futur social et écologique. Nous nous engageons pour une transformation radicale et conséquente de la société et de l'économie. Pour répondre à ces objectifs, nous devons, d'autant plus en situation de crises multiples, enfin aborder les racines des problèmes de notre époque. Pour cela, des changements graduels ne suffisent plus. Au contraire, nous devons appeler les mécanismes fondamentaux qui nous ont amené-e-s dans cette situation d'exploitation tragique des humains et de la nature par leur nom. L'histoire de croissance indéfinie ne peut plus être acceptée. Nous Jeunes Vert-e-s sommes plus demandé-e-s que jamais à lancer un vaste débat autour de notre forme d'économie et de la narration de société (« Gesellschafts-Narrativ ») dans la population. Dans l'élan créé par la grève climat et d'autres mouvements sociaux, il est temps d'aborder les raisons profondes des crises actuelles. Les Jeunes Vert-e-s se sont donné-e-s un rôle clef – percevons-le ! Avec cela, nous avons la possibilité d'atteindre de plus en plus de gens avec nos idées, et de défendre une politique vraiment verte en même temps.

L'idée de cette initiative nous donne aussi la chance d'aborder pleins de thèmes différents et de les combiner - et cela dans une narrations simple et positive.

6. Liens avec les positions du parti et les projets précédents

Cette proposition d'initiative comprend plusieurs thèmes tels que l'économie, la société, l'environnement et le social. Mais elle est, en même temps, radicale et utopique, puisqu'elle demande un changement de paradigme fondamental et vise une transition conséquente de notre système sociétal et économique. Grâce à la critique de la croissance, l'initiative ramène aux débuts du Mouvement Vert et est donc le noyau d'une politique jeune verte !

Avec le concept des limites planétaires, tous les domaines « climat » du programme de parti sont évoqués. De plus, des thèmes économiques comme la section « restructuration écologique de l'économie », « Travail » ou bien « économie démocratique » sont traités. La partie sociale de l'initiative explique que l'économie doit rendre la meilleure vie (buen vivir) possible à tous les humains (globalement). Une éducation inclusive de toutes les élèves, un accès garanti aux soins de base et aux logements abordables sont des exigences que nous demandons dans le chapitre « Social », et qui sont aussi exigées dans l'initiative.

« Avec la connaissance de la finitude des ressources naturelles de notre terre, la croissance sans restriction n'a pas le droit d'être un but de l'économie nationale suisse, mais doit être remplacée par un système socialement acceptable et écologique », voilà ce que nous écrivons dans la prise de position (en allemand) sur la globalisation. C'est l'essence de notre initiative.

7. Mobilisation auprès des membres

Le thème durabilité, la crise climatique ou bien la critique du système économique capitaliste est la raison d'adhérence aux Jeunes Vert-e-s pour beaucoup de membres. Avec notre initiative, nous relevons exactement ces thèmes qui sont si étroitement liés et allons donc pouvoir enthousiasmer et entraîner beaucoup de membres jeunes vert-e-s. En outre, les Jeunes Vert-e-s sont un parti de jeunesse anticapitaliste. La justice sociale est un thème important pour nous. Si nous sommes capables de combiner ces thèmes avec les crises les plus urgentes de notre époque – les crises climatique et de la biodiversité comme la crise de l'injustice sociale – nous sommes sur la bonne voie pour que cette initiative amène les positions des Jeunes Vert-e-s au milieu des débats sociétaux. Avec cette initiative, nous unissons avec succès les différentes positions du parti derrière un but utopique commun.

C. Actualité politique

8. Relation avec l'actualité

Climat/Environnement

Les thèmes environnementaux sont à nouveau tout en haut de l'agenda politique. La grève du climat demande zéro émissions nettes de CO2 jusqu'à 2030, mais il existe aussi des acteur-trice-s « établi-e-s » comme le conseil fédéral qui sont pour zéro émissions d'ici 2050 (entre autres grâce à l'initiative pour les glaciers). Ce décalage de la fenêtre de discours est dû au mouvement climatique. Ainsi, nous avons une majorité pour une loi sur le CO2. Néanmoins, cette loi est insuffisante en tous les égards. La Suisse a un retard considérable sur l'accord de Paris, sans parler du but des 1,5 degrés. Avec l'approche des limites planétaires, nous abordons tous ces thèmes, mais à la manière d'un ensemble. Déjà trois (bientôt quatre) des limites planétaires sont déjà surexploitées.

Économie/Social

La crise de coronavirus a démontré l'instabilité de notre système global économique, qui est basé sur le profit privé et non sur la résilience. Simultanément, quelques super-riches font des milliards de bénéfices pendant la crise, alors que d'autres perdent leur statut et ne peuvent même plus satisfaire leurs besoins élémentaires. La situation actuelle montre donc que le système économique actuel n'est pas durable et que nous devons le reconstruire radicalement. Ainsi, nous pouvons atteindre beaucoup de personnes et créer des perspectives avec l'utopie d'une économie plus juste et plus écologique. La critique du système capitaliste orientée vers l'exploitation et la croissance devient de plus en plus forte. La grève du climat a aussi compris qu'il faut plus que de buts climatiques. « System change not climate change » est le slogan qui est désormais formulé de plus en plus concrètement. C'est un moment idéal pour porter ce débat plus largement au niveau politique. Avec les activistes de la grève du climat et de la grève des femmes.

9. Objectifs politique de la proposition

L'initiative veut lancer un large et profond débat sur notre système économique prédominant. Le débat politique doit aussi être dirigé vers la

discussion et la réflexion sur différentes alternatives. En appelant les choses par leur nom, nous brisons au niveau institutionnel le silence autour de la question de la croissance – car la question doit urgemment être discutée. De plus, nous voulons aussi aborder la thématique de l'inégalité et de l'équité manquante : tous les humains doivent pouvoir répondre à leurs besoins fondamentaux. Plus de responsabilité de la part des multinationales ne suffit malheureusement pas. Avec une demande radicale et utopique, nous voulons marquer le débat autour de l'économie et de la société et montrer dans quelle direction la jeune génération veut aller. En même temps, nous voudrions faire le lien avec la crise climatique pour pouvoir aussi former le pont entre les Jeunes Vert-e-s et la grève du climat. Nous considérons qu'il est très important que la politique institutionnelle ne perde pas complètement sa « connexion » au mouvement – les Jeunes Vert-e-s sont la solution !

10. Nouveauté

Ce que notre idée a de nouveau, c'est que nous visons un changement de paradigme fondamental dans le domaine économique. Jusqu'ici, les initiatives n'apportaient que de minimes changements - nous aimerions aborder les racines du problème en développant une économie pour une amélioration de la vie humaine et de la nature. Les demandes très modernes pour des droits constitutionnels fondamentaux pour la nature et l'idée de conseils de durabilité sont très utopiques, passionnantes et nous amènent dans une position de souveraineté d'interprétation.

D. Texte de l'initiative

11. Texte d'initiative de la proposition

La première version du texte de l'initiative est compatible avec la constitution fédérale.

Art. 94 Principes de l'ordre économique (Article antérieur)

¹ La Confédération et les cantons respectent le principe de la liberté économique.

² Ils veillent à sauvegarder les intérêts de l'économie nationale et contribuent, avec le secteur de l'économie privée, à la prospérité et à la sécurité économique de la population.

³ Dans les limites de leurs compétences respectives, ils veillent à créer un environnement favorable au secteur de l'économie privée.

⁴ Les dérogations au principe de la liberté économique, en particulier les mesures menaçant la concurrence, ne sont admises que si elles sont prévues par la Constitution fédérale ou fondées sur les droits régaliens des cantons.

→ est remplacé par :

¹ La Confédération, les cantons et les communes aspirent une économie qui a lieu au sein des limites planétaires et qui permet une meilleure vie, solidaire à tous les êtres humains.

² Des conseils de durabilités démocratiques sont créés à tous les niveaux politiques. Ils doivent être impliqués dans les prises de décisions politiques et ils s'assurent que les buts sont suivis après paragraphe 1.

³ La nature se fait attribuer certains droits fondamentaux. Une instance de recours est créée, chez laquelle peut être fait un recours en cas de non-respect des buts après paragraphe 1 et la violation des droits premiers nommés.

⁴ Pour la mise en œuvre des principes après paragraphes 1 et 2, la Confédération définit en étroite collaboration avec ses conseils de durabilité des objectifs au moyen et à long terme. Elle rédige un rapport tous les deux ans sur l'état de la réalisation des objectifs.

⁵ La Confédération peut, en collaboration avec les conseils de durabilité, promouvoir une économie pour une meilleure situation de la vie humaine et de la nature notamment :

Exiger la réorientation de l'éducation, de la formation, la recherche, l'innovation et la commercialisation de produits et prestations aussi bien que les synergies entre activités économiques ;

Légiférer des dispositions pour les procès de production, produits et déchets aussi bien que pour la commande publique que le secteur financier

Promulguer des interdictions pour des activités, des activités économiques, spécialement celles du secteur financier, des déchets ou produits.

Prendre des mesures fiscales, monétaires, d'investissements, de recherche, environnementales et de politique sociale et ainsi provoquer des incitations positives, qui peuvent être financées grâce à une taxe incitative affectée et financièrement neutre sur la consommation de ressources naturelles ou excessives financières

12. Quel article de la Constitution est-il concerné par la proposition ?

Article 94 Principes de l'ordre économique

13. Validité juridique

Toutes les exigences de l'initiative peuvent être définies et formulées comme juridiquement valables. Quelques parties sont compliquées, d'autres plus simples. L'idée et une première proposition du texte d'initiative a été discuté avec une juriste renommée – elle y voit beaucoup de potentiel